

APPLICATION 12 p. 187] QCM

Répondez par « oui » ou par « non » aux affirmations ci-dessous ou choisissez le résultat exact en donnant toutes explications utiles.

1. Le coût salarial total pour un employeur est égal à la somme des salaires bruts, des cotisations salariales et des cotisations patronales.

Non. Les cotisations salariales sont retenues sur les salaires bruts et sont donc déjà intégrées dans celui-ci. Le coût salarial total est égal à la somme des salaires bruts et des cotisations patronales.

2. Les primes, gratifications et avantages en nature entrent dans la base imposable du salarié.

Oui. Ce sont des éléments soumis à la fois aux cotisations salariales et patronales et sur lesquels le salarié devra payer un impôt.

3. Les remboursements de frais doivent figurer sur le bulletin de salaire.

Non. Les remboursements de frais ne figurent sur le bulletin de salaire que s'il s'agit d'éléments forfaitaires. En revanche, les remboursements sur pièces n'entrent pas dans la comptabilité des salaires.

4. Pour le versement des cotisations de retraite complémentaire, l'employeur peut choisir entre l'ARRCO et l'AGIRC.

Non. Ces deux caisses sont spécifiques, la première aux non-cadres et aux cadres (pour les éléments calculés sur la première tranche), et la seconde aux cadres.

5. La contribution au remboursement de la dette sociale fait partie de la base imposable du salarié.

Oui. La CRDS n'est pas déductible pour le calcul de la base imposable. Le salarié paie donc un impôt sur un impôt.

6. Le plafond de la Sécurité sociale est révisé deux fois par an, les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet.

Non. Le plafond de la Sécurité sociale est fixé par décret une fois par an et entre en vigueur le 1^{er} janvier.

7. Dans le but de favoriser certains salariés, les employeurs peuvent cotiser aux caisses de retraite complémentaire.

Non. Les cotisations aux caisses de retraite complémentaire sont obligatoires ; les cotisations facultatives concernent les caisses de prévoyance supplémentaire et les mutuelles.

8. Pour l'enregistrement des rémunérations, le compte 641. Rémunérations du personnel est débité par le crédit du compte 421. Personnel – Rémunérations dues et des comptes créés au nom des organismes collecteurs.

Non. L'article 444-42 du PCG précise que le compte 421 doit être crédité du montant des rémunérations brutes, une obligation qui n'est pas respectée par tous les logiciels de paie.

9. Un salarié perçoit une rémunération brute de 2 000 € sur laquelle sont calculées 426 € de cotisations salariales. Les remboursements de frais sur présentation de pièces sont de 360 €. Une opposition de 400 € doit être prise en compte. Le salaire net à payer sera de :

☐ 1 534 €

☐ 1 240 €

☒ 1 174 €.

Soit : 2 000 – 426 – 400.

10. Le paiement de toutes les cotisations sociales peut être regroupé sur un même bordereau envoyé à l'Urssaf par voie télématique et accompagné du paiement.

Oui. Le paiement des cotisations peut être regroupé lorsque l'entreprise utilise la Déclaration unifiée des cotisations sociales (DUCS).

11. La DUCS est une déclaration unique que l'employeur doit remettre aux organismes sociaux lors de l'embauche d'un nouveau salarié.

Non. C'est la DUE (Déclaration unique d'embauche) qui est utilisée lors de l'embauche d'un nouveau salarié.

12. Les indemnités journalières de Sécurité sociale (IJSS) sont versées soit à l'employeur, soit directement au salarié.

Oui. Elles sont versées à l'employeur qui a avancé les IJSS, ou directement au salarié.

13. Les exonérations de cotisations patronales ne sont pas constatées en comptabilité.

Oui. Seules les cotisations effectivement dues sont comptabilisées.

14. La taxe sur les salaires est due par toute entreprise comptant au moins 10 salariés.

Non. La taxe sur les salaires est due uniquement par les entreprises dont le chiffre d'affaires n'est pas soumis à la TVA pour au moins 90 % de son montant. Elle ne concerne donc que des types particuliers d'entreprises.

15. Les entreprises n'employant pas d'apprentis doivent payer en compensation une taxe d'apprentissage.

Non. La taxe d'apprentissage est due par toutes les entreprises employant des salariés. Le fait d'employer des apprentis ne dispense pas du versement de la taxe d'apprentissage, sauf dans le cas particulier de certaines petites entreprises.

16. Les taux de cotisation à la participation à la formation professionnelle continue varient en fonction du nombre de salariés employés par l'entreprise.

Oui. Il existe trois cas : 9 salariés au plus, 10 à moins de 20 salariés et plus de 20 salariés.